

Communiqué de presse

Turquie : les droits des personnes LGBTQIA+ ne sont pas négociables

La CGT condamne avec la plus grande fermeté l'offensive répressive engagée en Turquie contre les personnes LGBTQIA+, leurs organisations, les défenseur·ses des droits humains et les structures qui leur viennent en aide.

Depuis la nuit du 12 au 13 septembre, des opérations coordonnées ont été menées dans plusieurs provinces du pays. Des militant·es ont été interpellé·es, des domiciles et des locaux associatifs perquisitionnés, tandis que des organisations, des lieux et des moyens d'expression liés aux communautés LGBTQIA+ ont été directement visés.

Le nom même donné à cette opération par les autorités turques – « Ma famille est en sécurité » – révèle la logique politique à l'œuvre.

Il ne s'agit pas de protéger les familles. Il s'agit d'instrumentaliser la famille, l'enfance et la protection des mineur·es pour désigner les personnes LGBTQIA+ comme une menace et justifier leur stigmatisation et leur répression.

La CGT refuse cette opposition fabriquée entre les droits des personnes LGBTQIA+ et ceux des familles ou des enfants. Les personnes LGBTQIA+ ont des familles, fondent des familles et font partie de toutes nos familles. Leurs droits sont des droits humains et ne sont pas négociables.

Cette offensive pose également avec force la question de la surveillance et du risque de fichage.

Lorsque, en quelques heures, des militant·es, des associations, des lieux et des réseaux peuvent être ciblés simultanément dans plusieurs provinces, la question des moyens utilisés pour identifier les personnes, cartographier leurs engagements, suivre leurs activités et leurs relations ne peut être éludée.

La CGT alerte depuis longtemps sur la banalisation des dispositifs de surveillance, l'extension des fichiers et l'utilisation d'outils présentés au nom de la sécurité mais susceptibles d'être mobilisés contre les mouvements sociaux, les militant·es et les populations désignées comme indésirables.

Aucun dispositif de surveillance n'est neutre lorsqu'un pouvoir politique décide de désigner une partie de la population comme une menace.

Aujourd'hui en Turquie, les personnes LGBTQIA+, leurs organisations et leurs soutiens sont directement visés. Défendre leurs libertés, c'est aussi défendre le droit de toutes et tous à s'organiser, militer, communiquer et agir sans être surveillé·es ou fiché·es en raison de leur identité, de leur orientation sexuelle ou de leurs engagements.

Dans de nombreux pays, les attaques contre les personnes LGBTQIA+, les droits des femmes, les personnes racisées, étrangères ou perçues comme telles, les associations, les journalistes, les

RELATIONS PRESSE CONFEDERALES



militant-es et les organisations syndicales procèdent d'une même logique : désigner des boucs émissaires, diviser celles et ceux qui auraient intérêt à s'unir et affaiblir tous les contre-pouvoirs.

L'histoire du mouvement syndical nous l'a appris : toute remise en cause des droits de tout ou partie d'une population porte atteinte à la liberté

C'est pourquoi la CGT refuse toute banalisation de ces discours et de ces politiques.

Prétendre « protéger les enfants » en désignant les personnes LGBTQIA+ comme une menace est une imposture. Protéger les enfants, c'est lutter contre les discriminations et ne pas désigner de boucs émissaires. C'est aussi leur garantir une société dans laquelle une personne n'a pas à avoir peur d'être qui elle est, d'aimer qui elle veut ou de vivre librement son identité.

Ce qui se passe aujourd'hui en Turquie nous concerne toutes et tous. C'est un avertissement sur ce qui devient possible lorsque l'on transforme la haine en politique publique.

La CGT exprime toute sa solidarité aux personnes arrêtées, aux militant-es et organisations LGBTQIA+, aux défenseur-ses des droits humains, aux organisations syndicales et à toutes celles et ceux qui, en Turquie, continuent de défendre l'égalité et les libertés fondamentales.

Elle exige l'arrêt immédiat de cette répression, la libération des personnes détenues en raison de leur engagement et le plein respect des libertés associatives, syndicales et fondamentales.

Face aux offensives réactionnaires, autoritaires et LGBTphobes, en Turquie comme ailleurs, notre réponse reste la même : solidarité, égalité, libertés et mobilisation collective.

Ce qui se passe aujourd'hui en Turquie nous concerne toutes et tous. C'est un avertissement sur ce qui devient possible lorsque l'on transforme la haine en politique publique et que l'extrême droite accède au pouvoir.

Montreuil, le 15 septembre 2026